

Le syndicat lutte pour la retraite anticipée, sur fond de renouvellement de la CCT de la construction

Unia s'inquiète pour les maçons

« CLAIRE PASQUIER

Conditions de travail » Les drapeaux rouges Unia hissés à l'entrée du chantier du domaine du Platy à Villars-sur-Glâne accueillent la cinquantaine de maçons. Midi sonne et le syndicat offre le repas, purée et émincé de bœuf, à tous les travailleurs.

L'action du secrétariat fribourgeois hier était doublement motivée: sensibiliser les maçons au renouvellement de la convention collective de travail (CCT) de la construction et les mobiliser en vue d'une manifestation nationale en juin. En cause, un possible rehaussement de l'âge de la retraite anticipée à 62 ans pour assainir le système, aujourd'hui en péril. «Le débat autour des retraites anticipées est anxiogène», confie Armand Jaquier, secrétaire régional. Il admet toutefois que des mesures devront être prises pour pallier le prochain départ des baby-boomers à la retraite.

Contre les 50 heures

A l'origine de la protestation d'Unia: la dénonciation de contrat d'une institution de prévoyance avec la Fondation pour la retraite anticipée (FAR), qui finance les rentes transitoires (*La Liberté* d'hier). «On ne peut rien faire contre cela. Mais nous nous insurgeons contre la réaction de la Société suisse des entrepreneurs (SSE)», explique-t-il. Selon Unia, les employeurs profitent de la situation pour proposer une baisse des rentes de 30% ou le relèvement de l'âge de la retraite à 61,5 ans. Les syndicats prônent, eux, une augmentation des cotisations salariales pour la FAR, répartie entre travailleurs et employeurs.

Un autre pan des négociations entre syndicats et patrons concerne l'accord sur une nouvelle CCT d'ici à la fin de l'année. Tandis que les maçons finissent leur assiette, Armand Jaquier



Unia a notamment appelé les maçons à se mobiliser le 23 juin prochain à l'occasion d'une manifestation à Zurich. Alain Wicht

«On est de plus en plus exigeant avec nous, mais on veut nous retirer nos acquis sociaux»

Eric Ducrey

«NOUS SOMMES FAVORABLES À LA RETRAITE ANTICIPÉE»

Du côté des patrons, Jean-Daniel Wicht, directeur de la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs, tient à préciser: «Les syndicats ont tendance à vouloir tout mettre dans le même panier, mais la retraite anticipée et la convention collective de travail se négocient séparément.» Il soutient que les entrepreneurs fribourgeois et suisses sont favorables à cette retraite pour le milieu de la construction. Mais pour lui, il faut se rendre à l'évidence: à moyen terme, son financement est en proie à de grosses difficultés. «Aujourd'hui, les patrons fournissent le plus gros pourcentage dans cette retraite anticipée. Il faut que tout le monde fasse des efforts.» Concer-

nant les 50 heures par semaine souhaitées par les employeurs, il justifie: «Au lieu d'invoquer le chômage-intempéries en hiver, où les ouvriers ne sont payés qu'à 80%, travailler davantage l'été leur permettrait de gagner plus. Nous pourrions adapter les horaires en cas de grosses chaleurs. Et puis, nous avons besoin de cette souplesse.» Dans un marché très demandeur, il rappelle aussi que l'embauche de temporaires, souvent décriée par les syndicats, est une nécessité. Quant au dernier cheval de bataille d'Unia, la baisse de salaire des travailleurs plus âgés, il assure ne pas avoir eu connaissance de cette revendication patronale. CP

leur expose au mégaphone: «Les patrons sont particulièrement exigeants. Ils veulent notamment davantage de souplesse pour pouvoir vous faire travailler jusqu'à 50 heures par semaine. De plus, cela fait six ans qu'ils n'ont pas augmenté le minimum salarial. Tandis que le volume de travail ne fait qu'augmenter, on dénombre toujours moins de salariés.» Le secrétaire assure que les entreprises désirent baisser les salaires des employés de plus de cinquante ans, sous prétexte qu'ils sont moins productifs. «C'est une aberration. On veut les faire travailler plus longtemps alors qu'on les considère moins efficaces.»

Chaleurs redoutées

Catia Franco, qui se charge de la branche du bâtiment à Unia, prend le relais, en portugais cette fois: «Est-ce que vous viendrez manifester à Zurich le 23 juin avec les autres maçons de Suisse?» Un franc «Sim!» se fait entendre. Parmi les ouvriers, un étancheur de 30 ans craint le passage à 50 heures, qui aurait surtout lieu en été, lorsque les entreprises débordent de travail. «Lors des grosses chaleurs, ce n'est pas possible. En plus, il faut compter parfois deux ou trois heures de route pour se rendre sur des chantiers à Genève, par exemple.» Il n'ira pas manifester pour autant, «Zurich, c'est trop loin.»

Eric Ducrey est vice-président du secteur construction pour Unia Fribourg. Pour beaucoup de ses collègues, le travail physique devient difficile avec l'âge. «Alors poursuivre encore deux ans, cela me paraît très compliqué. On est de plus en plus exigeant avec nous, mais on veut nous retirer nos acquis sociaux.» Il rappelle que le bâtiment est un précurseur et un maillon fort en matière de CCT. «Si nous nous écroulons, ce sera l'escalade dans les autres secteurs.» >>

Des comptes inquiétants

Espacefemmes » Les soucis financiers pèsent sur l'association. Présentés jeudi en assemblée générale, les comptes 2017 affichent une perte de 51 000 fr. pour des charges de 950 000 fr. Pire, le budget 2018 prévoit une perte de 162 000 fr. De quoi occasionner des «inquiétudes» à la directrice, Pascale Michel. «Des démarches sont en cours auprès du canton, de la Loterie Romande et de privés. On espère combler le déficit du budget à hauteur de 150 000 fr.»

Ce résultat s'explique entre autres par deux facteurs, selon elle: la défection du Bureau fédéral de l'égalité et la réorganisation des cours de langue pour migrants. Le canton a confié un mandat à ORS (société mandatée pour la prise en charge des requérants d'asile) pour donner des cours de base, alors que jusque-là certaines participantes étaient envoyées à espacefemmes. D'où plus de 30 000 fr. de rentrées en moins. L'association mène des discussions avec les concernés, note la directrice.

L'année 2017 a été une période «de transition». Tourmentée, puisqu'elle a vu

le départ, dans un climat tendu, de cinq collaboratrices jusqu'en avril 2017, pour un total de dix départs à la fin de l'année. Dix nouvelles personnes ont ensuite rejoint ses rangs. Reconstituée, l'équipe a trouvé un équilibre estime la directrice. Comme les activités de l'association, stables, avec 1900 heures de cours de langues, dix ateliers d'intégration ou 200 consultations professionnelles.

Parmi les temps forts, le lancement du projet Duo-Accompagnement de femme à femme, qui a formé 20 duos, ou un projet visant à améliorer l'accès à l'emploi. La nouvelle équipe a aussi créé un chœur de femmes en automne, qui compte à ce jour plus de 20 participantes. «Il est emblématique du renouveau d'espacefemmes: laisser émerger sa voix dans le plaisir et la confiance.»

Deux membres du comité ont démissionné pour raisons familiales et professionnelles. Elles ne sont pas remplacées dans l'immédiat, sept personnes au comité restant suffisant pour les statuts. >>

NICOLE RÜTTIMANN

BILINGUISME

UNE SOIRÉE TANDEM

La Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts organise une soirée Tandem linguistique le 28 mai, de 18 h 30 à 20 h 30, à la Grenette à Fribourg. Le but: trouver un partenaire à rencontrer régulièrement pour discuter en français et en allemand. Inscriptions sur la plateforme du Forum du bilinguisme (bilinguisme.ch). PP

PBD

OUI À LA BIBLIOTHÈQUE

Le Parti bourgeois-démocratique (PBD) fribourgeois soutient la rénovation et l'agrandissement de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, soumis au vote le 10 juin. «Les taxes universitaires augmenteront de 33% dès la rentrée prochaine, nous estimons qu'une certaine contrepartie doit être accordée aux étudiants.» NM

Toujours plus de monde à Banc public

Fribourg » Les bénéficiaires du centre d'accueil de jour Banc public sont en constante hausse. Tel est le constat issu jeudi de l'assemblée de l'association. En 2017, ils étaient 7% de plus à solliciter ses prestations d'accueil et de repas, la moyenne étant de 84 personnes par jour. Elles proviennent en majeure partie du canton de Fribourg. Plus de 90% sont des hommes. «La courbe monte en moyenne de 7% par an» relève la directrice Anne-Marie Schmid Kilic.

«Depuis les débuts en 2002, nous avons identifié 5500 personnes différentes.» Mais d'indiquer toutefois n'avoir pas de statistiques précises en raison du mode d'accueil. Sur le plan des aides administratives, Banc public en a compté «617 pour 2017 contre 200 en 2016».

Le centre a fêté ses 15 ans en 2017. L'occasion de rendre son action sociale plus visible au sein du dispositif cantonal. A cet effet, il a organisé une table ronde, qui a réuni la conseillère d'Etat Anne-Claude Demierre, des responsables d'associations – La Tuile, le Tremplin et Fri-Santé – actives dans le domaine bas seuil

et des représentants des milieux politiques et académiques. Le but: débattre des réponses apportées à la pauvreté par les institutions bas seuil. Un phénomène qui toucherait 7500 personnes dans le canton de Fribourg.

Banc public a aussi actualisé en 2017 son concept institutionnel, en phase de finalisation. «Fruit d'un travail d'équipe, il permet de réaffirmer les valeurs et objectifs de Banc public pour mieux définir et valoriser les pratiques spécifiques quotidiennes d'accueil et d'accompagnement», souligne la directrice, appuyée par Hubert Schaller. Président depuis six ans, celui-ci a passé le témoin à Dominique Jordan Perrin. Trois arrivées compensent une démission au comité: Paul Coudret, Esther Neukomm et Marc Bugnon.

Les comptes bouclent sur un bénéfice d'environ 500 fr. sur des charges de 700 000 fr. «La recherche de fonds, en complément des financements publics, a été fructueuse», note la directrice, précisant qu'il s'agit toujours d'un «défi». >>

NICOLE RÜTTIMANN